

# Quel avenir pour les enfants de familles défavorisées ?

## L'apport des travaux américains

Christine Bruniaux

*Professeur agrégé de Sciences économiques et sociales  
– rapporteur au Conseil de l'emploi, des revenus et  
de la cohésion sociale.*

Bénédictine Galtier

*Maître de conférences à l'Université de Marne-la-Vallée  
– rapporteur au Conseil de l'emploi, des revenus et de la  
cohésion sociale.*

Aux États-Unis, de nombreuses études – en particulier depuis la réforme du système d'aide sociale au milieu des années quatre-vingt-dix – ont montré que les enfants élevés dans une famille pauvre ont nettement plus de risques d'être pauvres une fois adultes que ceux élevés dans une famille non pauvre. En outre, plus la pauvreté est durable et plus elle affecte tôt l'enfant, plus ses effets sont dommageables pour son avenir. Si ces résultats font l'objet d'un consensus parmi les chercheurs, il n'en est pas de même des mécanismes par lesquels se transmet la pauvreté. De la lecture des travaux réalisés sur la question, il ressort que cette transmission s'opère au travers d'un ensemble de caractéristiques des parents, voire de l'environnement dans lequel vivent les familles, qui ne se réduisent pas à leur seul niveau de revenu. Certes, ce dernier semble avoir des effets sur l'ensemble de la trajectoire de l'enfant, et ce dans de nombreux domaines : développement cognitif, résultats scolaires, situation d'emploi, revenu et risque de pauvreté à l'âge adulte. Mais une mesure dont le seul effet serait d'accroître le revenu des parents, sans prendre en compte l'environnement social et familial des enfants, ne suffirait pas à améliorer significativement leur devenir. En France, l'absence de panels suivant les individus sur plusieurs années, tels que ceux dont disposent les chercheurs américains, empêche de nourrir le débat public par des travaux améliorant la connaissance des mécanismes de transmission de la pauvreté.

Aux États-Unis, le devenir des enfants pauvres a progressivement pris une place de premier plan dans le débat politique et scientifique. Cette préoccupation, qui n'est pas nouvelle, a été ravivée par deux constats. D'une part, le nombre important d'enfants américains en situation de pauvreté : en 2002, 11 millions d'enfants vivent dans des familles dont le niveau de vie est inférieur

ou égal au seuil de pauvreté ; le taux de pauvreté parmi les enfants âgés de moins de 18 ans atteint 16,2 % en 2002. D'autre part, le fait que les enfants sont aujourd'hui les plus concernés par la pauvreté : alors que la pauvreté tend à reculer parmi les personnes âgées de 65 ans et plus depuis le milieu de la décennie soixante-dix, qu'elle a modérément augmenté parmi les 18-64 ans, elle s'est particulièrement développée parmi les enfants, surtout au début des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. À la fin des années quatre-vingt-dix, le taux de pauvreté des enfants a culminé à 21,9 % au moment où il n'était « que » de 9 % parmi les enfants européens et 7,9 % en France (1) (Micklewright, 2003). En 2002, le taux de pauvreté des enfants américains excède de plus de 6 points celui des 18-64 ans. Le récent recul de la pauvreté n'a pas atténué ces écarts.

### Des évolutions moins favorables dans tous les domaines par rapport aux enfants mieux lotis

Le débat a été particulièrement vif à l'occasion de la réforme de l'aide sociale (*Welfare*) instaurée par la loi de 1996, mais expérimentée plusieurs années auparavant dans de nombreux États grâce à des dérogations (*Waivers*) au régime fédéral. Il repose sur un constat : les enfants pauvres ont des évolutions moins favorables que les autres dans tous les domaines où des mesures sont réalisées. Si on compare les enfants pauvres aux non-pauvres, leur risque de redoubler une classe et de quitter l'enseignement secondaire avant la fin est deux fois plus élevé ; 1,4 fois plus élevé en ce qui concerne les difficultés d'apprentissage ; 1,3 fois plus élevé pour les problèmes psychologiques ou de comportement rapportés par les parents ; 3,1 fois plus élevé pour les grossesses adolescentes hors mariage ; 6,8 fois plus élevé

(1) Ici on considère comme pauvres les individus vivant dans un ménage ayant des revenus inférieurs à la moitié du revenu médian national ; cette approche s'écarte de la définition officielle américaine de la pauvreté, mais est celle qui est le plus couramment utilisée dans les comparaisons internationales.

**Résultats des individus  
selon leur niveau de vie dans leur enfance  
aux États-Unis (en %)**

	1 <sup>er</sup> quintile	Quintile de revenu des parents lorsque les enfants avaient 14 ans	
		3 <sup>e</sup> quintile (médian)	Dernier quintile
Adolescents abandonnant l'école	34,1	15,9	6,5
Adolescentes devenant mères	40,0	18,3	4,9
Gains annuels moyens des hommes âgés de 19 ans à 30 ans (dollars 1992)	16 772	23 306	26 168

Source : Mayer S. E., 1997, *What money can't buy: family income and children's life chances*, Harvard University Press. Données du Panel Study of Income Dynamics.

Lecture du tableau : 34,1 % des adolescents vivant au sein des 20 % des familles ayant le bas niveau de vie le plus bas (premier quintile) ont abandonné l'école, contre seulement 6,5 % de ceux vivant dans les familles les plus aisées (dernier quintile).

pour les signalements administratifs de maltraitance ou de négligence ; 2,2 fois plus élevé concernant l'expérience de la criminalité (Duncan, Brooks-Gunn, et Maritato, 1997). Les risques de devenir défavorable semblent donc étroitement corrélés avec le niveau de revenu des parents.

Par ailleurs, les enfants élevés dans une famille pauvre ont nettement plus de risques d'être pauvres, une fois adultes, que ceux élevés dans une famille non pauvre (Corcoran et Adams, 1997). Dans sa revue approfondie de la littérature sur la question, Susan E. Mayer (2002) récapitule : « *Le revenu parental est positivement corrélé avec pratiquement toutes les dimensions du bien-être des enfants que les chercheurs en sciences sociales mesurent, et ceci est vrai dans tous les pays pour lesquels on possède des données* (2). *Les enfants de parents riches sont en meilleure santé, se comportent mieux, sont plus heureux et mieux éduqués durant leur enfance, et sont plus riches, une fois devenus adultes, que les enfants de familles pauvres* ». La pauvreté tendrait ainsi à se transmettre de génération en génération et à enfermer les populations concernées dans des situations que, souvent, les phases de reprise économique ne parviennent pas à améliorer (3). Un des enjeux des politiques publiques est donc de lutter contre la reproduction

de la pauvreté : comment éviter que de faibles revenus des parents ne détériorent les résultats de leurs enfants qui, à leur tour, pâtiront de faibles revenus ?

## Comprendre les mécanismes par lesquels se transmet la pauvreté

Pour les chercheurs, le principal enjeu est de mettre en lumière les mécanismes par lesquels se transmet la pauvreté et, en particulier, de repérer des situations ou des événements dans l'enfance qui influencent leur devenir à l'âge adulte. Cette question de fond en a fait surgir de nouvelles lors de l'évaluation de la réforme du *Welfare* aux États-Unis (4) : si on réduit le montant ou la durée des prestations financières liées au *Welfare*, quelles seront les conséquences sur le devenir des enfants ? Si on incite les parents à travailler, les modalités de garde de leurs enfants seront-elles favorables à leur développement ? Les problèmes de conciliation entre vie privée et vie professionnelle pour les mères auront-ils un impact sur les enfants ? Pour tenter d'y répondre, un important effort d'évaluation a été entrepris. Il a fourni l'occasion de faire le point de ce que l'on savait sur ces questions avant la réforme, de prolonger les travaux existants et d'en lancer de nouveaux.

Aux États-Unis, en exagérant à peine, chaque jour voit paraître une nouvelle étude sur l'impact de la réforme de l'État-providence ou sur les effets de la pauvreté sur les enfants. Il était donc impossible de tout passer en revue, d'autant que les questions auxquelles tentent de répondre les auteurs sont souvent très marquées par le contexte de cette réforme. Aussi, on s'est davantage intéressé aux travaux antérieurs à la réforme, qui ont souvent adopté une perspective plus globale et plus longue de la pauvreté, celle qui paraissait utile pour envisager des travaux futurs pour la France. Néanmoins, on a complété ces travaux par des éléments intéressants et nouveaux dans les études les plus récentes, à la fois sur le plan méthodologique et sur celui des résultats.

## L'« héritage » des parents sur le devenir des enfants : cadrage théorique

Pour tenter de clarifier ces apports, on procédera en trois temps : tout d'abord, en retraçant le cadre

(2) En l'occurrence, les pays qui possèdent des données à caractère longitudinal, indispensables pour avoir ce type d'information concernant le devenir des individus, sont les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et, dans une moindre mesure, la Nouvelle-Zélande.

(3) Sur les évolutions respectives de la pauvreté et de la croissance aux États-Unis, voir exemple Donald J. Hernandez (1997) et Susan E. Mayer (1997 a).

(4) Cette réforme est principalement centrée sur le retour à l'emploi des bénéficiaires.

## L'identification des effets du revenu familial sur le devenir des enfants

Susan E. Mayer (1) décompose l'effet des différents types de revenu de la façon suivante. Tout d'abord, un effet du pouvoir d'achat du revenu ou « *effet revenu* », où le pouvoir d'achat du revenu est la valeur du revenu diminuée des coûts monétaires associés au fait de l'obtenir. Par exemple, si la mère travaille, elle diminue sa production domestique, et doit payer la garde de ses enfants et les transports. On peut donc s'attendre à ce que les enfants dont le revenu parental vient de l'aide sociale ou d'une pension alimentaire fassent mieux que ceux dont le revenu familial vient du travail de la mère, lorsque ce dernier est faible, puisque leur revenu disponible provenant de l'aide sociale ou des pensions alimentaires est plus élevé. Ensuite, différentes sources de revenu peuvent avoir des influences différentes sur le comportement des parents, donc des enfants : il s'agit de l'« *effet comportement* ». Par exemple, un revenu issu de l'aide sociale peut diminuer la motivation des parents à travailler, donnant ainsi un mauvais exemple aux enfants ; un revenu procuré par une pension alimentaire peut augmenter l'implication du parent absent dans l'éducation de son enfant. Enfin, la source de revenu peut être considérée comme une *proxy* (2) de caractéristiques parentales ou familiales non mesurées, ce que S. E. Mayer appelle « *effet de sélection* ». Par exemple, les parents

plus favorisés ont davantage les moyens de payer une pension alimentaire ; seules 60 % des familles éligibles à l'aide sociale la demandent, ce qui signifie que les autres familles sont sans doute différentes.

Lorsque l'on mesure la corrélation entre la source du revenu familial et les résultats des enfants, on fait la somme de l'effet revenu, de l'effet comportement et de l'effet de sélection. Dans un modèle qui contrôle l'effet de sélection quant au bénéfice d'un type de revenu particulier, l'effet mesuré est la combinaison de l'effet comportement et de l'effet revenu : c'est souvent ce que les décideurs politiques veulent savoir, à savoir si un transfert fait plus de bien (effet revenu) que de mal (effet comportement). En revanche, si on contrôle le revenu total (3) mais pas la sélection, l'effet mesuré est la somme de l'effet comportement et de l'effet de sélection : nettement moins utile pour la décision publique, en particulier parce qu'on ne mesure pas l'effet de sélection, mais essentiellement estimé par les chercheurs.

(1) S. E. Mayer, 2002, *The influence of parental income on children's outcomes*, Ministry of Social Development, New Ealand.

(2) Une *proxy* est une variable mesurable qui remplace une autre variable non mesurable à laquelle elle est étroitement liée.

(3) En comparant le devenir d'enfants dont la famille a le même niveau de revenu total, mais avec des origines de revenus différentes : *Welfare*, travail, pension alimentaire, voire patrimoine.

conceptuel qui sous-tend les travaux analysés puis, plus précisément, en présentant les théories qui mettent en lumière les processus par lesquels l'héritage, au sens large, des parents influe sur le devenir de leurs enfants. Enfin, on présentera les principaux résultats obtenus (5). On s'intéressera dans la seconde partie au revenu des parents qui semble bien être un prédicteur déterminant du devenir des enfants, dans des domaines importants. Mais il est loin d'être le seul, car de multiples autres facteurs, étudiés en troisième partie, interviennent, qui relativisent, aggravent ou compensent l'importance de ce lien.

### La théorie économique du « *capital humain* »

Plusieurs théories, relevant de différentes disciplines – économie, sociologie, psychologie – expliquent les mécanismes par lesquels se transmet la pauvreté. La plus souvent utilisée est la théorie économique du « *capital humain* » (Becker, 1991), appelée aussi « *théorie des ressources économiques* » (Mayer, 1997 a). Selon Gary Becker, la situation économique d'un individu est le résultat de l'héritage biologique et culturel que ses parents

lui ont transmis et des investissements en capital qu'ils ont effectués en lui (Becker, 1981 ; Becker et Tomes, 1979 et 1986 ; Ermisch *et al.*, 2001). L'héritage se compose de « dotations » qui sont partiellement génétiques mais qui peuvent aussi correspondre, par exemple, à la valeur de l'éducation aux yeux des parents. Ces derniers investissent à la fois en temps et en argent dans leurs enfants, principalement par l'éducation qu'ils leur offrent, les soins de santé qu'ils leur assurent et les conditions de logement qu'ils leur fournissent. Le niveau d'investissement des parents dépend de leurs préférences, de leur capacité de financement (déterminée par leurs revenus et leur accès au capital) et de la disponibilité d'autres sources d'investissement, tels les programmes gouvernementaux.

Selon cette théorie, les enfants de familles aisées réussissent mieux parce que leurs parents leur transmettent à la fois un héritage supérieur et peuvent investir davantage en eux. Les parents riches peuvent facilement financer les investissements dans le capital humain de leurs enfants en réduisant l'héritage financier qu'ils leur légueront

(5) Cet article est tiré du document de travail « L'étude du devenir des enfants des familles défavorisées : l'apport des expériences américaine et britannique », Bruniaux C. et Galtier B., 2003, Les Papiers du CERC n° 2003-01, auquel on pourra utilement se reporter pour plus de précisions, en particulier sur les aspects méthodologiques.

par la suite. Ce n'est pas le cas des familles pauvres qui ne peuvent réduire un héritage monétaire inexistant et qui ne peuvent pas non plus emprunter pour investir. Dans ce cas, tout transfert de revenu au profit des familles pauvres ou toute mesure qui facilite l'accès des familles pauvres, au capital, accroît les occasions que les parents investissent pour leurs enfants. Toutefois, l'efficacité de tels transferts sur les investissements des parents pauvres dans leurs enfants peut ne pas être totale. D'après les auteurs de cette théorie, c'est ce qui se produit lorsque les programmes d'aide ne permettent pas de contrôler l'usage qui est fait des transferts et que les parents dépensent l'argent reçu pour des biens et services dont il n'est pas certain qu'ils augmentent le capital humain de leurs enfants (6).

#### « La théorie des ressources non économiques »

Une seconde approche théorique s'est développée en opposition à la théorie du capital humain, tout en empruntant le même cadre d'analyse. Elle est parfois appelée « *théorie des ressources non économiques* » (Mayer, 1997 a). La pauvreté des parents et le devenir peu enviable des enfants sont considérés comme la résultante de facteurs ou de caractéristiques des parents qui ne sont pas de nature économique. Les plus souvent cités sont le manque de formation, les ruptures familiales, le jeune âge de la mère à la naissance de l'enfant. Mais on peut également citer des problèmes de santé, d'usage de drogue ou d'alcool, voire des capacités intellectuelles inférieures (Herrnstein et Murray, 1994). Par ailleurs, l'évolution des enfants peut être due à d'autres caractéristiques non observées et encore moins mesurées, dont le revenu des parents ne serait qu'un résultat, et en aucune façon l'origine des moindres performances des enfants pauvres (Mayer, 1997 a). La pauvreté ne se transmet donc pas par le canal financier mais par un manque de ressources non économiques, entraînant un manque de ressources économiques. Dans ce cas, améliorer le revenu compte moins que de repérer les ressources non économiques manquantes pour y suppléer.

#### « La théorie du bon parent »

Une troisième théorie, très différente, émane de la psychologie du développement : elle met l'accent sur le stress des parents provoqué par leurs conditions économiques difficiles (McLoyd, 1990 ; Conger *et al.*, 1992 ; Conger *et al.*, 1997). On l'appelle également « *théorie du bon parent* » (Mayer, 1997 a). Ce stress peut provoquer un comportement parental

inadéquat et dommageable pour le développement de l'enfant. En effet, l'incertitude sur les ressources peut entraîner des conflits entre parents, voire des ruptures familiales. Ces conflits peuvent altérer le comportement des parents qui deviennent trop durs ou, au contraire, trop laxistes ou incohérents vis-à-vis de l'enfant. Le manque d'implication ou de cohérence dans l'éducation des enfants perturbe leur développement social et affectif, les fragilise, les démotive parfois dans leurs études, affectant dès lors leurs chances sur les plans éducatif et social.

#### L'influence du rôle de modèle joué par les parents et de l'environnement

Deux autres théories raisonnent en termes de groupes sociaux et postulent que les mécanismes de transmission intergénérationnelle agissent par phénomènes de contagion. Toutes deux suggèrent qu'à un certain point, les communautés pauvres ou les familles bénéficiaires de l'aide sociale deviennent isolées des valeurs dominantes et piégées dans la pauvreté. La première met l'accent sur le rôle de modèle que jouent les parents. À cause de leur position dans le bas de la hiérarchie sociale – de laquelle ils pensent n'avoir aucune chance de sortir –, les parents à bas revenus développent des valeurs, normes et attitudes qui en font de mauvais modèles pour leurs enfants. Cette théorie est parfois considérée comme une autre acception de la « *théorie du bon parent* » (Mayer, 1997 a). Cette attitude peut être envisagée comme une réponse rationnelle à la pauvreté : les familles qui vivent durablement dans la pauvreté se sont adaptées à leur situation. Lawrence Meade (1986 et 1992) développe ainsi une théorie de la « *Welfare culture* ». À la longue, les individus dépendant du *Welfare* développent des attitudes défaitistes ou cyniques par rapport au travail et transmettent à leurs enfants ces valeurs déviantes et attitudes dysfonctionnelles. De même, les valeurs des parents n'incitent pas leurs enfants à investir dans leur propre éducation.

La seconde théorie considère l'environnement comme une cause structurelle de l'enfermement dans la pauvreté. L'état du marché du travail, les changements démographiques, la discrimination raciale y jouent un rôle prédominant. Le modèle de Wilson d'« *isolement social* » ou « *underclass model* » (Wilson, 1987) est le plus connu : la disparition des emplois industriels bien payés dans les centres villes américains et la migration des classes moyennes noires des quartiers urbains pauvres

(6) On peut toutefois objecter que les biens et services acquis grâce aux transferts peuvent produire d'autres effets positifs sur les enfants, même s'ils n'ont pas d'effets directs sur leur capital humain.

réduisent les chances de ceux qui restent dans ces quartiers d'échapper à la pauvreté. Ces deux phénomènes affaiblissent, en effet, de nombreuses institutions socialisantes importantes (paroisses, partis politiques, organisations locales). Les réseaux utiles pour trouver du travail s'étiolent. Par ailleurs, le nombre d'adultes travaillant diminue. Pour les enfants, les parents et voisins ne constituent plus des modèles par leur attitude vis-à-vis du travail. Or, les voisins sont également des agents de socialisation importants.

Ainsi, ces différentes théories permettent d'interpréter les résultats empiriques issus, le plus souvent, de modélisations sur des données individuelles longitudinales (7). Les méthodes quantitatives prédominent largement, même si l'approche ethnographique peut être utilisée conjointement pour enrichir les questionnements et les interprétations. Les États-Unis ont maintenant une expérience de plus d'un demi-siècle de suivis de panels d'individus et/ou de ménages sur la très longue durée (Phelps *et al.*, 2000). La plupart des articles et ouvrages essaient de déterminer des relations de causalité entre, par exemple, le fait d'être pauvre, d'avoir des parents qui travaillent, de vivre dans une famille monoparentale, de bénéficier de tel ou tel programme, et une variable de résultat (*outcome*) – les résultats scolaires, l'état de santé, la délinquance, l'insertion sur le marché du travail –, en contrôlant l'influence d'autres facteurs.

### Des difficultés pour tester toutes les relations théoriques établies

Les évaluations empiriques se heurtent toutefois à deux difficultés. La première est liée à la disponibilité des données. Les auteurs travaillant sur des panels construisent des modèles théoriques qui établissent de multiples relations entre de nombreuses variables dont ils ont postulé l'interdépendance en s'appuyant sur une ou plusieurs des théories évoquées précédemment. Toutefois, pour la majorité des études et en dépit de leur richesse enviable, les données disponibles dans les panels ne permettent pas de tester toutes les relations théoriques établies. Seul est testé un petit nombre de relations.

La seconde difficulté tient au fait que certaines variables explicatives sont corrélées entre elles. Il est donc souvent difficile d'isoler l'effet propre à chacune d'elles. Par exemple, si on cherche à

mesurer le lien entre les résultats scolaires d'un enfant et le revenu de ses parents, à partir de données de panel, on pourra montrer qu'un faible niveau de revenu est associé à de médiocres performances scolaires. S'en tenir à ce résultat serait ignorer que le revenu des parents, comme la performance scolaire de leurs enfants, dépend de leur niveau d'éducation. Cela implique que l'effet observé du revenu contient aussi l'effet du niveau de formation des parents. On dit alors que le revenu est endogène par rapport au niveau d'éducation. Pour contourner ce problème, qui aboutit à surestimer l'effet du revenu, un certain nombre d'auteurs introduisent simultanément les deux variables dans l'estimation, ce que l'on appelle « contrôler le niveau d'éducation » ou « estimer l'effet du revenu toutes choses égales par ailleurs ». Toutefois, ceci ne suffit pas à éviter que les coefficients des estimations économétriques, concernant aussi bien le revenu que le niveau d'études des parents, restent biaisés : il n'est pas certain que les deux effets soient totalement isolés. En faisant cela, on estime simplement une forme réduite d'un modèle structurel nettement plus complexe.

Dans la suite de l'article, et en gardant à l'esprit la complexité des phénomènes étudiés et les limites qu'elles infligent à l'analyse, on présente les principaux résultats disponibles aujourd'hui. Au-delà des limites évoquées, les études citées sont considérées comme parmi les meilleures, tant du point de vue de la richesse des variables analysées que de la rigueur des méthodes d'analyse, en particulier en ce qui concerne les contrôles. Grandir dans une famille défavorisée limite sans conteste les chances de succès dans la vie. Mais est-ce vrai dans tous les domaines ? Y a-t-il des dimensions des situations défavorisées plus importantes que d'autres pour le devenir des enfants ? La plupart des études qui tentent de répondre à ces interrogations portent sur l'impact de la pauvreté.

### L'impact du revenu parental

#### Une corrélation forte avec le développement cognitif et la scolarité de l'enfant

Les études qui mettent en relation les revenus ou les caractéristiques socio-économiques des parents dans la petite enfance et les résultats des individus dans la vie adulte sont encore assez peu fréquentes, en raison principalement du manque de panels d'individus suivis sur une durée aussi longue.

(7) Cependant, il faut noter que peu d'études essaient de tester une théorie particulière ou de faire la part, parmi les phénomènes analysés, de ce qui relève de théories concurrentes (Mayer, 2002). En revanche, l'ensemble des travaux se réfère, plus ou moins explicitement, à l'une ou l'autre d'entre elles.

Même la *Wisconsin Longitudinal Study*, étude pionnière commencée en 1957 et poursuivie jusqu'à aujourd'hui, présente l'inconvénient d'avoir sélectionné au démarrage des adolescents et non des bébés. Par ailleurs, il est communément admis que la réussite sociale et professionnelle d'un individu est fortement liée à ses succès scolaires. Il est donc tentant de contourner la difficulté en étudiant, à partir des données de panels ne couvrant que certaines périodes de vie, d'un côté le lien entre situation socio-économique de la famille lors de la petite enfance et développement cognitif ou succès scolaire et, de l'autre, la relation entre trajectoire scolaire et trajectoire sociale des individus devenus adultes, mesurée en termes de salaire, revenu, accès et statut de l'emploi, voire richesse et consommation.

Les résultats obtenus sont complexes. Premièrement, lorsque l'on s'intéresse à la relation directe entre le revenu parental et la performance des enfants sur le marché du travail, on trouve toujours une relation significative. Les enfants élevés dans une famille pauvre ont beaucoup plus de risques que ceux élevés dans une famille non pauvre d'être pauvres à leur tour en début de vie adulte, et d'avoir des salaires horaires et une durée annuelle du travail moins élevés (Corcoran et Adams, 1997). Mais plus on effectue de contrôles (8) (en particulier de la structure familiale et du niveau d'éducation parental), moins elle est forte. Dans sa revue de littérature, S. E. Mayer (2002) conclut qu'une augmentation de 10 % du revenu parental augmenterait les revenus des fils de 2 % au maximum (soit une élasticité de 0,2). D'autres synthèses de littérature (Haveman et Wolfe, 1995 ; Solon, 1999) donnent des estimations d'élasticité allant de 0,1 à 0,53 (9).

Par ailleurs, des travaux pluridisciplinaires étudient l'impact de la pauvreté sur les résultats scolaires et le développement intellectuel. Ils montrent sans ambiguïté que le revenu des parents est un bon prédicteur des résultats scolaires des enfants, y compris dans la petite enfance. L'effet d'un accroissement du revenu sur la durée de scolarité serait néanmoins limité. S. E. Mayer (2002) ne prend en compte que les études contrôlant autant que possible les facteurs exogènes ; elle conclut qu'une augmentation du revenu parental de 10 %

allonge en moyenne la durée des études de 0,024 à 0,104 année et que, pour augmenter en moyenne les scores de performance intellectuelle de 10 % d'écart type, il faudrait doubler le revenu parental – du moins au niveau du seuil de pauvreté. Dans une étude novatrice par son champ [les très jeunes enfants étudiés dans deux panels différents (10)] et la diversité des mesures utilisées [de nombreux tests de performance cognitive (11)], Smith, Brooks-Gunn et Klebanov (1997) montrent également que le revenu des parents est un prédicteur hautement significatif du développement intellectuel des jeunes enfants.

### L'impact du revenu parental ne passe pas uniquement par l'éducation

Cependant, dans la plupart des travaux étudiant l'ensemble de la trajectoire des individus, le niveau d'éducation ou de développement cognitif (12) n'a pas un effet sur le revenu à l'âge adulte aussi important que l'on aurait pu le penser. L'impact du revenu parental ne passe pas uniquement par l'éducation (Bowles, 1972 ; Sewell et Hauser, 1975). Par exemple, Mary Corcoran et Terry Adams (1997) montrent que le nombre d'années de scolarité est un très bon prédicteur de la pauvreté à l'âge adulte. En revanche, lorsqu'on estime l'impact de la pauvreté des parents et de leur dépendance à l'aide sociale sur le risque de pauvreté des enfants à l'âge adulte, contrôler par la scolarité ne diminue que modestement les coefficients estimés obtenus. De plus, les revenus des parents semblent avoir moins d'impact sur les résultats scolaires que sur les résultats du marché du travail mesurés jusqu'à l'âge mûr.

Une partie de l'explication pourrait tenir à la différence entre résultats scolaires (durée de scolarité par exemple) et capacités intellectuelles. Le surcroît de développement cognitif procuré par le revenu des parents continue à produire ses effets sur le marché du travail, bien au-delà de la scolarité proprement dite, dont les effets en terme de signal s'épuisent assez vite (Duncan et Brooks-Gunn, 1997) (13). Robert M. Hauser et Megan M. Sweeney (1997) montrent que l'influence des capacités intellectuelles (mesurées par des tests de QI) à l'adolescence sur le statut professionnel ultérieur passe par la scolarité, mais que cette dernière explique plus les premières années de vie active

(8) Voir supra première partie pour la notion de « variables de contrôle ».

(9) L'élasticité est le rapport des variations de deux grandeurs.

(10) Ceci permet de vérifier la robustesse des résultats.

(11) Différents tests de QI, tests d'aptitude verbale, observations *in situ*, etc.

(12) Le développement cognitif est le plus souvent mesuré à partir de batteries de tests soumis aux enfants des panels : tests de QI, de vocabulaire, de lecture, de mathématiques, d'aptitudes verbales, etc. (Smith, Brooks-Gunn, Klebanov, 1997).

(13) On peut souligner qu'aux États-Unis, le salaire en milieu de vie dépend beaucoup moins du diplôme qu'en France.

que la suite (mesurée jusqu'à l'âge de 50 ans, voire plus). En revanche, l'effet des capacités intellectuelles sur le statut professionnel augmente sans discontinuer, ce qui suggère que le test de QI utilisé reflète des qualités importantes pour la performance sur le marché du travail et quelque peu différentes des attitudes récompensées à l'école. Il en va de même pour le salaire en milieu de vie : que l'on contrôle par la scolarité ou non, une différence d'un point au test de QI conduit à une différence de 0,6 % du salaire horaire (14).

Certains de ces résultats peuvent varier selon le sexe et l'origine ethnique. Par exemple, les garçons sont davantage affectés que les filles par la pression financière vécue dans la famille, et leurs résultats scolaires s'en ressentent (Conger *et al.*, 1997). Lorsque, outre le revenu, le contexte familial et le niveau d'éducation des parents sont contrôlés, appartenir à une minorité raciale ne paraît pas avoir d'effet négatif sur la scolarité, au contraire (Haveman et Wolfe, 1995 ; Peters et Mullis, 1997). En revanche, en ce qui concerne la transmission intergénérationnelle de la pauvreté, les Noirs font toujours plus que les Blancs (Corcoran et Adams, 1997) ; on constate la même chose en ce qui concerne la probabilité d'avoir une grossesse hors mariage et de bénéficier de l'aide sociale (Haveman et Wolfe, 1995).

#### Un effet du revenu plus fort en bas de l'échelle ?

Il semble que les résultats varient aussi selon la position des familles dans la distribution des revenus. « *La plupart des gens pensent que 1 000 dollars supplémentaires aideront davantage une famille qui vit avec 10 000 dollars par an [soit environ 7 700 euros] qu'une famille ayant 100 000 dollars pour la même période. C'est-à-dire qu'ils croient que la fonction mathématique reliant le revenu aux résultats des enfants n'est pas linéaire* » (Mayer, 2002). Si c'est le cas, un transfert des plus riches vers les plus pauvres améliore davantage le sort des plus pauvres qu'il ne nuit aux riches, et le bien-être moyen des enfants s'en trouve amélioré. Les conséquences en terme de politique redistributive sont très importantes.

Cependant, très peu d'études tentent d'estimer la forme de la relation. Selon S. E. Mayer, les études portant sur les résultats à des tests cognitifs qui

ont essayé de déterminer cette forme trouvent qu'elle est vraisemblablement non linéaire ; Judith R. Smith, Jeanne Brooks-Gunn et Pamela K. Klebanov (1997) en fournissent un bon exemple. Sur les autres mesures de devenir, on trouve peu de choses, et souvent contradictoires ; on peut cependant citer M. Corcoran et T. Adams (1997) et H. Elisabeth Peters et Natalie C. Mullis (1997) qui décèlent des effets non linéaires du revenu, respectivement sur la transmission intergénérationnelle de la pauvreté et sur le salaire à l'âge de 25-26 ans.

#### Les effets de la pauvreté sont d'autant plus importants que l'enfant est jeune

Dans les domaines pour lesquels l'impact du revenu est avéré – essentiellement le développement cognitif et la situation socio-économique dans la vie adulte –, la pauvreté n'a pas les mêmes conséquences suivant la période du développement à laquelle elle est subie. Sanders Korenman et Jane E. Miller (1997) montrent que les toutes premières années sont décisives pour le retard de croissance des enfants. En outre, l'effet du revenu sur les capacités cognitives et les résultats scolaires décroît avec l'âge de l'enfant : il est plus fort lorsque la pauvreté survient dans la petite enfance que dans l'enfance et dans l'adolescence (Duncan et Brooks-Gunn, 1997 ; Chase-Lansdale, 1999). Ces résultats sont d'autant plus préoccupants que le développement cognitif dans la petite enfance constitue la base de tous les apprentissages ultérieurs (Smith, Brooks-Gunn et Klebanov, 1997). Le même type de résultats est avéré sur la réussite sociale et professionnelle : l'effet du revenu est plus important lorsqu'il est mesuré assez tôt dans l'enfance (Corcoran et Adams, 1997) que dans l'adolescence (Peters et Mullis, 1997 ; Hauser et Sweeney, 1997).

L'âge auquel l'effet du revenu est le plus important dépend sans doute du domaine de résultat étudié et de la façon dont le modèle est spécifié (Mayer, 2002). Ainsi, pour la grossesse hors mariage, la pauvreté subie lors de l'adolescence paraît la plus déterminante (Duncan, Yeung, Brooks-Gunn et Smith, 1998). Mais les résultats sur cet « *outcome* » ne sont pas complètement robustes (voir *infra*).

#### La pauvreté durable est la plus dommageable

L'ensemble des études consultées s'accorde sur une conclusion robuste : pour les indicateurs de

(14) On peut aussi penser à la thèse, courante dans le sens commun mais non démontrée, suivant laquelle c'est l'accumulation des expériences enfantines dans divers domaines (santé, compétences cognitives, développement socio-affectif...) qui explique les résultats à l'âge adulte, la performance scolaire n'étant qu'un des vecteurs du devenir ; mais la relation directe entre revenu parental et salaire à l'âge adulte n'est pas aussi forte qu'on pourrait le penser en raisonnant sur une base cumulative (Mayer, 2002). Peut-être peut-on voir aussi dans cette « déperdition » l'impact d'expériences ultérieures plus ou moins protectrices qui empêchent d'assigner à toute cause intervenant dans l'enfance un pouvoir déterminant absolu (Phelps *et al.*, 2000).

résultats sur lesquels le revenu a un effet avéré, la pauvreté durable a des conséquences plus dommageables que la pauvreté de courte durée. C'est vrai pour le développement cognitif (Smith *et al.*, 1997). En matière de durée de scolarité et de retard scolaire, la durée de la pauvreté paraît même avoir un effet plus important que l'âge auquel elle est subie (Axinn *et al.*, 1997 ; Pagani *et al.*, 1997 ; Duncan *et al.*, 1994). La transmission intergénérationnelle de la pauvreté est d'autant plus fréquente que la durée de pauvreté dans l'enfance est longue (Corcoran et Adams, 1997). Critique sur ce point, en particulier parce que les indicateurs de pauvreté utilisés dans ces études négligent son intensité (une famille durablement pauvre peut avoir un revenu moyen plus élevé qu'une famille pauvre moins longtemps), S. E. Mayer (2002) reconnaît qu'il n'existe pas d'études démontrant que des enfants durablement pauvres font mieux que des enfants pauvres pendant un an seulement.

#### Sur la santé et le comportement, peu d'indications sur le rôle du revenu

Il est difficile d'établir des conclusions nettes quant au rôle du revenu parental sur la santé physique et mentale et le comportement. Pour S. Korenman et J. E. Miller (1997), un revenu faible a un impact significatif sur le retard de croissance entre les âges de 5 ans et 8 ans. Mais ils n'observent pas de relation entre le revenu des parents et l'obésité ou la maigreur de l'enfant. S. E. Mayer (2002) constate un effet global du revenu très faible sur le poids de naissance, le statut nutritionnel et les autres mesures de santé utilisées dans les recherches existantes. Mais elle souligne que les recherches sur ces « *outcome* » sont encore rares et souvent de faible qualité. J. R. Smith, J. Brooks-Gunn et P. K. Klebanov (1997), qui avaient identifié un effet relativement important du revenu sur le développement intellectuel des jeunes enfants, n'en trouvent aucun sur leur développement moteur et social.

De la même façon, après l'âge de 50 ans, les difficultés financières rencontrées dans l'enfance – dont on a vu qu'elles accroissent le risque de pauvreté de l'enfant devenu adulte – n'ont pas d'impact apparent sur les problèmes de santé, de dépression et de mortalité précoce (Hauser et Sweeney, 1997). Concernant les problèmes de comportement, aucune des variables de situation

économique de la famille (diverses mesures de revenu, difficultés financières déclarées) n'est un prédicteur significatif (Conger *et al.*, 1997). Cependant, S. E. Mayer (2002) nuance ce constat en montrant que la forte variation ou la difficulté à interpréter les estimations obtenues est largement due à l'absence de cohérence dans la mesure des résultats des enfants.

Il reste donc à résoudre d'importants problèmes de mesure et de traitement des résultats pour améliorer l'étude de l'impact du revenu. Néanmoins, il est avéré que d'autres dimensions de l'environnement dans lequel grandissent les enfants, qui sont souvent, mais pas toujours, corrélées à des situations de pauvreté, sont également déterminantes pour leur évolution.

#### La pauvreté des enfants dépend aussi de la structure familiale

En général, vivre dans une famille monoparentale augmente le risque d'être pauvre. Aux États-Unis, la pauvreté est liée non au chômage mais à la composition familiale (Duncan, 1999). Les ruptures familiales s'accompagnent généralement d'une baisse de revenus. Mais il n'a pas été établi si cette baisse survient avant ou après la rupture (15) ; il faudrait étudier les revenus pré- et post-divorce (McLanahan, 1997). En revanche, l'impact des ruptures familiales sur les résultats des enfants ne se résume pas à l'impact d'une baisse de revenus. Contrairement à ceux du revenu, les effets de la structure familiale semblent peu importants, et non significatifs, sur les résultats des individus en termes de capacités intellectuelles et de réussite sociale et professionnelle (McLanahan et Sandefur, 1994 ; Duncan et Brooks-Gunn, 1997).

En revanche, la structure familiale a les effets les plus importants sur des indicateurs aussi variés que le comportement à l'école (Hanson, McLanahan et Thomson, 1997), l'anxiété rapportée par les professeurs (Pagani *et al.*, 1997), la grossesse hors mariage (Haveman *et al.*, 1997), la délinquance et l'usage d'alcool ou de stupéfiants (16). Lorsqu'il existe une relation entre la structure familiale et les résultats scolaires, il s'agit de redoublement, d'échec aux examens ou d'interruption de scolarité.

(15) Si la baisse survient après la rupture, on peut penser qu'elle est liée à la perte de revenu entraînée par le départ d'un membre du couple. Si elle survient avant, elle peut être liée à un accident de la vie (chômage, maladie, accident...), provoquant des tensions telles au sein du couple qu'il se brise.

(16) Même si, comme on l'a dit en introduction, les enfants pauvres ont davantage de risques d'avoir une grossesse adolescente, de connaître l'expérience de la criminalité et d'avoir des problèmes de comportement, la dimension « structure familiale » a le plus d'impact et non la dimension revenu, lorsque l'on raisonne toutes choses égales par ailleurs (à savoir à niveau de revenu équivalent).

Ils résultent en général de problèmes de comportement, en particulier à l'adolescence, beaucoup plus que de déficits d'ordre intellectuel (McLanahan, 1997).

La structure familiale a donc un impact dans des domaines différents de ceux affectés par le revenu des parents. Il est vrai que la cause de l'absence d'un parent est moins importante que l'absence elle-même pour le devenir des enfants. De manière générale, les enfants élevés par des mères jamais mariées font aussi bien que lorsque la mère est divorcée et, dans les deux cas, les résultats (en termes de parcours scolaires, de problèmes comportementaux et de problèmes psychologiques) sont moins bons que lorsque l'enfant est élevé par ses deux parents biologiques. Une exception cependant : les enfants élevés par une mère veuve font aussi bien que ceux qui vivent avec leurs deux parents. Ceci montre bien que les problèmes de revenus liés à l'absence d'un parent n'expliquent pas tout. De même, le remariage apporte un revenu supplémentaire mais il ne compense pas les conséquences négatives de la monoparentalité : les enfants de familles recomposées ne font pas mieux que ceux de familles monoparentales (McLanahan, 1997).

Même s'il explique environ la moitié de la différence entre enfants élevés dans des familles monoparentales et les autres (McLanahan et Sandefur, 1994 ; Hanson *et al.*, 1997), le revenu n'est pas le seul facteur de l'impact négatif de l'absence d'un parent. Outre les perturbations psychologiques liées aux ruptures familiales, dont l'impact s'atténue cependant en quelques années, les familles monoparentales se heurtent à d'autres difficultés : les enfants sont en général moins surveillés, en particulier par leur père, et les familles ont moins de capital social, en particulier parce qu'elles déménagent davantage (McLanahan, 1997).

### Un lien causal entre facteurs environnementaux et devenir des enfants

Les variables explicatives concernant l'individu et sa famille sont les plus fréquemment étudiées. Mais certains panels permettent également d'étudier des facteurs liés à l'environnement, qui peuvent aggraver ou compenser les facteurs familiaux, comme le fait d'habiter dans un quartier défavorisé ou la qualité des infrastructures de santé sociales et éducatives. Pour les nouveaux panels portant sur de très jeunes enfants et des enfants scolarisés, la tendance est d'ailleurs de coupler des variables de suivi des individus et des variables d'environnement, en particulier des écoles (voir,

par exemple, les panels Early Childhood Longitudinal Study, National Longitudinal Survey of Youth, 1997). Lorsque toute l'information nécessaire n'est pas disponible dans le panel, certains chercheurs la complètent avec des statistiques locales et, de plus en plus, des enquêtes de terrain permettent d'enrichir les questionnements ou d'affiner les interprétations.

Les facteurs environnementaux sont partiellement endogènes par rapport aux facteurs familiaux. C'est la raison pour laquelle les travaux qui s'y intéressent trouvent des effets faibles, néanmoins significatifs, par rapport à ceux des facteurs familiaux (Haveman et Wolfe, 1995 ; Burgess *et al.*, 2001). Au demeurant, rares sont les études qui réussissent à modéliser le lien causal entre les deux types de variables. L'environnement est, en général, saisi au travers de deux types d'indicateurs : les uns contribuent à la caractérisation socio-économique du voisinage, les autres concernent la disponibilité des ressources publiques qui varie d'autant plus fortement que les États américains ont une forte marge de manœuvre.

Ces indicateurs ont pu être utilisés pour étudier les « décisions » de grossesses adolescentes : générosité des allocations d'aide sociale, coût ou accessibilité de l'avortement, disponibilité de contraception, mais aussi perspectives d'emploi dans le voisinage (Duncan et Hoffman, 1990 ; Lundberg et Plotnick, 1990). Parmi les ressources publiques, les modes de garde, les écoles et les équipements de santé, en quantité et en qualité, sont évidemment d'une importance vitale. Mais les sources étaient jusqu'à présent lacunaires sur ces questions. Font exception des opérations d'évaluation d'expérimentations de scolarisation précoce pour enfants défavorisés (Weikart, 2000 ; Temple *et al.*, 1998) qui relèvent sans ambiguïté les effets positifs de ces expériences, parfois à très long terme.

En ce qui concerne les caractéristiques socio-économiques du quartier, elles se résument la plupart du temps à des indicateurs de marché du travail local, d'incidence de la pauvreté et de criminalité. M. Corcoran et T. Adams (1997) trouvent une confirmation du modèle de Wilson en ce que le manque d'opportunités d'emploi au plan local confine les jeunes Noirs dans la pauvreté. Les résultats sont quelque peu différents pour les Blancs et les Noirs, mais le risque de pauvreté à l'âge adulte est plus important pour les Blancs élevés dans des quartiers pauvres. Pour pouvoir tester le modèle de Wilson de manière plus satisfaisante, il serait nécessaire de mieux mesurer les phénomènes de voisinage, en particulier la pression

du groupe des pairs, les ressources publiques, les normes communautaires... (Furstenberg et Hughes, 1994).

Cependant, on peut attester que vivre dans un centre ville américain gêne la réussite scolaire et l'insertion sur le marché du travail (Peters et Mullis, 1997). L. Pagani, B. Boulerice et R. E. Remblay (1997) mettent en évidence le cercle vicieux : ces endroits transformés en ghettos cumulent le plus de pauvreté durable et les familles concernées constituent une population écologiquement distincte, notamment parce qu'elles habitent des zones déshéritées, où les opportunités de « s'en sortir » sont quasi inexistantes, où les risques de transmission intergénérationnelle de la pauvreté sont maximaux. Dans ce cas, le revenu devient à la fois un facteur endogène et exogène par rapport à l'environnement. Le fait d'habiter certains quartiers devient en lui-même un facteur d'enfermement dans la pauvreté, de stigmatisation, renforcé pour les minorités ethniques par la discrimination à l'embauche (Holzer, 2001).

Favoriser la mobilité résidentielle de ces populations et renforcer les infrastructures sociales et éducatives constituent deux des voies les plus prometteuses de progrès. D'ailleurs, « toutes choses égales par ailleurs », grandir dans un quartier avec de « bonnes » caractéristiques a un effet positif sur l'éducation reçue et le salaire, et réduit la probabilité de naissance hors mariage. Avec une autre méthode, l'évaluation – avec groupe témoin – de l'expérimentation « *Moving to Opportunity* » – qui permettait à des familles pauvres de déménager dans des quartiers à faible pauvreté – montre que les adolescents ont tiré bénéfice de ce changement d'environnement (Ludwig *et al.*, 1998).

Certains des travaux consultés tentent de répondre à une question omniprésente dans le débat social américain, qui a d'ailleurs inspiré la réforme du *Welfare* de 1996 : le revenu a-t-il le même impact sur le devenir des enfants suivant qu'il provient du travail des parents ou du système redistributif ? La réforme mise en place témoigne de ce que le législateur américain est convaincu de l'effort bénéfique du revenu du travail. L'objectif de cette réforme est, en effet, qu'un maximum de parents aient une activité professionnelle, en particulier les mères isolées, même si leur revenu total ne s'accroît pas pour autant. En même temps, la pression s'accroît pour contraindre les pères défaillants à verser une pension alimentaire. Le problème n'est pas simple. Si les familles bénéficient de l'aide sociale ou d'une pension alimentaire en fonction de caractéristiques spécifiques

affectant directement les résultats scolaires de leurs enfants, alors le fait de percevoir ces prestations est endogène et les estimations de l'effet du revenu suivant la source sont inexactes. Il s'agit de « l'effet de sélection » (Mayer, 2002) ou du problème de l'endogénéité du revenu.

### Les effets de la dépendance à l'aide sociale (*Welfare*)

Les premières études concernant l'impact du *Welfare* ne contrôlent pas toujours ce biais. Elles montrent en général que le fait de bénéficier de l'aide sociale est associé à un plus grand risque de grossesse adolescente, d'émargement au *Welfare* une fois adulte, et à de moindres performances scolaires qu'avec un revenu équivalent mais provenant du travail des parents (Haveman et Wolfe, 1995 ; Hill et Duncan, 1987 ; Haveman *et al.*, 1991 ; Beller et Graham, 1991 ; Duncan et Yeung, 1994 ; Teachman *et al.*, 1997). Par des méthodes plus sophistiquées, des études plus récentes tentent de neutraliser l'effet de sélection en utilisant des caractéristiques connues des familles et des données sur le contexte local (légalisation sociale, emploi, salaires...) afin de prévoir le bénéfice ou non du *Welfare*. Si on constate une forte différence entre les résultats simulés et ceux constatés, il est vraisemblable que des caractéristiques « cachées » des familles expliquent – en partie au moins – le recours à l'aide sociale. Ainsi, pour M. Corcoran et T. Adams (1997), plusieurs des mesures choisies pour prédire la dépendance au *Welfare* prédisent effectivement, fortement et de manière significative, l'usage du *Welfare* par les mères noires, mais aucune ne prédit cet usage pour les mères blanches. Il y a donc tout lieu de penser que la dépendance à l'aide sociale obéit chez ces dernières à des motifs de nature plus structurelle qui échappent à l'étude (voir *infra*).

H. E. Peters et N. C. Mullis (1997) utilisent le même type de procédé de contrôle. Pour eux, l'effet du *Welfare* sur les résultats éducatifs disparaît totalement. En revanche, ses effets négatifs sur l'expérience de travail des hommes et femmes à l'âge de 25-26 ans deviennent encore plus importants. Par ailleurs, les résultats sont différents selon l'origine ethnique et le sexe. Par exemple, si pour les enfants blancs les résultats reflètent ceux de l'échantillon entier, pour les enfants noirs les effets négatifs du *Welfare* sur les résultats scolaires ne sont pas seulement annulés grâce à la méthode utilisée, mais ils deviennent positifs : bénéficiant de l'aide sociale, ils font mieux que ceux n'en bénéficiant pas.

Ceci n'est pas vrai, en revanche, pour l'expérience de travail. Plusieurs explications peuvent être avancées : les enfants noirs bénéficient davantage de services annexes, par exemple *Head Start* (scolarisation précoce dans les quartiers défavorisés) ; les familles blanches sont davantage stigmatisées, car elles sont moins nombreuses à en bénéficier ; le fait que les familles blanches bénéficient du *Welfare* paraît davantage obéir à des caractéristiques familiales cachées que pour les familles noires dont la dépendance à l'aide sociale paraît davantage obéir à des causes structurelles du type quartier pauvre, discriminations ou état du marché du travail local (ce qui expliquerait leur moindre réussite, paradoxale au vu des résultats scolaires, sur le marché du travail).

### Des différences sur le devenir scolaire au sein des familles défavorisées

Mais les données longitudinales existantes ne suffisent pas pour cerner la complexité des processus par lesquels les désavantages se transmettent. L'explication de ces processus doit s'appuyer sur des investigations complémentaires de type qualitatif, comme dans les opérations récentes menées dans le cadre de l'évaluation de la réforme du *Welfare*. Greg J. Duncan, Rachel Dunifon, Morgan Doran et W. Jean Yeung, (1998) montrent que du point de vue des processus familiaux, du budget-temps, du réseau familial et du capital social, de l'état psychologique de la mère et de la structure des consommations, les familles recevant l'aide sociale diffèrent peu des familles monoparentales de faible niveau d'éducation, mais dont le revenu repose sur un salaire. La façon d'élever les enfants diffère davantage selon la classe sociale que selon la structure familiale ou l'origine du revenu. Les différences de devenir scolaire des enfants sont sensibles entre les familles monoparentales où la mère a un faible niveau d'éducation, qu'elles dépendent ou non du *Welfare*, et les autres. En fait, les caractéristiques de capital social (fréquentation d'un lieu de culte, d'un club de proximité) expliquent davantage les différences de devenir scolaire au sein des familles défavorisées.

Greg J. Duncan et P. Lindsay Chase-Lansdale (2001) relèvent le même type de résultats trois ans après, alors que la réforme est plus avancée. Ils montrent que, à court terme, les réformes ayant des impacts positifs sur les enfants semblent opérer davantage par des changements à l'extérieur de la famille (garde d'enfants, activités après l'école) que par des changements de l'environnement domestique. La pauvreté, la dépression maternelle, la violence

domestique et les problèmes de développement des enfants sont communs à l'ensemble des familles bénéficiaires de l'aide sociale, quel que soit le niveau des aides au travail. Globalement, les résultats des recherches suggèrent donc que les effets négatifs apparents du *Welfare* sont largement dus à des caractéristiques parentales qui rendent certains parents plus enclins à recevoir l'aide sociale, ainsi qu'à l'influence particulière de l'environnement, en particulier concernant les Noirs, en matière d'insertion sur le marché du travail.

### Des effets bénéfiques du *Welfare* sur la situation d'emploi des parents

La réforme du *Welfare* reposait sur une conviction : la nécessité de remettre au travail les bénéficiaires de l'aide sociale. Deux mécanismes de transmission positifs pour les enfants étaient évoqués : d'une part, le rôle de modèle que jouent les parents, d'autre part, le supplément de revenu que peut apporter le travail. Mais pour les mères isolées de faible qualification, le revenu apporté par la reprise d'un travail n'est pas forcément supérieur au montant de l'aide sociale, d'autant que se posent des problèmes aigus de garde d'enfants (Edin et Lein, 1997 ; Chase-Lansdale, 1999 ; Duncan et Chase-Lansdale, 2001). Les résultats du « *Welfare to Work* » dépendent moins du fait que le parent (re)travaille que de l'ensemble de mesures associées telles que l'intéressement, la garde d'enfants abordable et de qualité, les activités après l'école, et l'assurance santé.

Différents programmes ont été mis en place, avant même la réforme de 1996, dans le cadre de dérogations expérimentales à la règle fédérale. Le programme « *Next Generation* » fédérant plusieurs sites et évaluant les résultats avec groupe de contrôle montre que, dans tous les programmes examinés, l'emploi des parents a augmenté. En ce qui concerne les enfants, les résultats scolaires ont été améliorés lorsque ces programmes comportaient un intéressement aux gains du travail, c'est-à-dire que le revenu total de la famille a augmenté ; dans le cas contraire, ils avaient peu d'effets sur les enfants. Toutefois, les auteurs qui ont étudié les effets du programme « *Next Generation* » soulignent que les améliorations liées à l'intéressement, certes encourageantes, restent néanmoins modestes lorsque l'on considère le niveau global de désavantage de ces enfants. Ces programmes n'éliminent pas le besoin d'interventions centrées sur les enfants pour améliorer les résultats scolaires et réduire les problèmes de comportement. Par ailleurs, cette étude ne prend pas en compte les

tout-petits, pour lesquels les problèmes peuvent être spécifiques (Morris *et al.*, 2001).

En ce qui concerne les adolescents, les résultats sont moins favorables. Les parents travaillent davantage. Pourtant, leurs enfants adolescents pâtissent de résultats scolaires moins bons, de taux de redoublement plus élevés, et d'une utilisation de services d'éducation spéciale plus intense que les enfants du groupe de contrôle. Les effets les plus néfastes sont observés chez les aînés, qui doivent vraisemblablement garder leurs frères et sœurs pendant que leurs parents travaillent. L'amélioration des résultats des adolescents passe, dans ce cas, par la réduction du besoin de leur famille pour leur transférer des responsabilités d'adultes, l'organisation d'activités de qualité pendant le temps non scolaire et la mise en place de solutions permettant aux parents à bas revenus de concilier leurs responsabilités de parents et un emploi contraignant (Gennetian *et al.*, 2002).

L'emploi des parents ne semble donc pas produire en soi des effets positifs sur les résultats des enfants. Lorsque le revenu est bas, un surcroît de revenu apporté par un emploi ne peut être associé à des résultats positifs que si des prestations annexes existent : santé, garde d'enfants, éducation. Souvent, les enfants qui s'en sortent le mieux sont ceux qui ont dans leur entourage un proche qui en assure bénévolement la garde, ou la surveillance quand ils sont adolescents, ainsi que la garde des plus jeunes (Edin et Lein, 1997).

### **La pauvreté tend à se transmettre de génération en génération**

Pour conclure, deux résultats semblent importants à retenir. Premièrement, les études mobilisées présentent l'intérêt d'établir à partir de données de panels deux conclusions conformes à l'intuition : la pauvreté tend à se transmettre de génération en génération. Plus elle est durable et plus elle affecte tôt l'enfant, plus ses effets sont dommageables sur son devenir. Deuxièmement, cette transmission est néanmoins loin d'être simple. Elle s'opère au travers d'un ensemble de caractéristiques des parents qui ne se réduisent pas à leur seul niveau de revenu. Certes, ce dernier influe sur plusieurs aspects importants de la trajectoire de l'enfant : son développement cognitif, ses résultats scolaires, sa situation d'emploi, son revenu et son risque de pauvreté à l'âge adulte. Mais l'effet du revenu parental n'est souvent que modeste dès lors que l'on contrôle le niveau d'éducation des parents et la structure familiale. Par ailleurs, le revenu ne

semble pas affecter significativement le comportement des enfants, leur santé physique et mentale.

En revanche, les enfants sont davantage influencés par les ruptures familiales et, en particulier, la monoparentalité qui, elle-même, accroît le risque de pauvreté. Ces effets peuvent également être aggravés ou, au contraire, atténués par l'environnement dans lequel vit l'enfant. Par conséquent, une mesure qui aurait pour seul effet d'accroître le revenu des parents, sans prise en compte de l'environnement des enfants, ne suffirait pas à pallier les handicaps dont pâtissent les enfants pauvres. À elle seule, la mesure ne parviendrait probablement pas à améliorer significativement et durablement leur devenir.

### **Pour la mise en place, en France, d'un panel adapté à l'étude des trajectoires**

Ces conclusions appellent deux remarques. Tout d'abord, l'effort entrepris aux États-Unis pour rassembler et exploiter de l'information sur les trajectoires des individus dans les domaines scolaire, professionnel, comportemental, médical et familial est exemplaire. Il n'est pas unique, le Royaume-Uni en particulier dispose lui aussi de panels d'une richesse enviable. En revanche, rien de tel n'existe en France. Indéniablement, cette pénurie de panels couvrant une pluralité de domaines handicape fortement la connaissance des mécanismes de transmission de la pauvreté. Elle prive le débat public de diagnostics rigoureux susceptibles d'aboutir à des politiques publiques visant à améliorer le devenir des enfants vivant dans les familles du bas de la distribution des revenus.

On pourrait être tenté d'appuyer de telles politiques sur les conclusions des études américaines qui ont été présentées : puisqu'on ne dispose pas de moyens d'étudier les trajectoires des enfants en France, utilisons les résultats des études américaines. Néanmoins, les systèmes scolaires et de couverture générale de la santé, la nature et l'ampleur des services publics, le poids et le rôle des communautés au sein de la société sont très différents en France et aux États-Unis. Si le type d'influence est sans doute de même nature des deux côtés de l'Atlantique, l'importance relative des effets est nettement plus sujette à caution. La transposition des conclusions sur les effets des politiques publiques est encore plus incertaine. Ceci plaide encore davantage en faveur de la mise en place, en France, d'un panel adapté à l'étude des trajectoires, dispensant de forcer une pluralité d'enquêtes à éclairer un objet pour lequel elles n'ont pas été conçues.

## Références bibliographiques

Axinn W., Duncan G. J. et Thornton A., 1997, *The effects of parents' income, wealth and attitudes on children's completed schooling and self-esteem*, in ***Consequences of growing up poor*** [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Becker G. S., 1981, ***A treatise on the family***, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Becker G. S., 1991, ***A treatise on the family***, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2<sup>e</sup> édition.

Becker G. et Tomes N., 1979, *An equilibrium theory of the distribution of income and inter-generational mobility*, ***Journal of Political Economy***, 87(6).

Becker G. et Tomes N., 1986, *Human Capital and the Rise and Fall of Families*, ***Journal of Labor Economics***, 4(2).

Beller A. A. et Graham J. T., 1991, *The effects of child support enforcement on child support payments*, ***Population Research and Policy Review***, 10(2).

Bowles S., 1972, *Schooling and Inequality from Generation to Generation*, ***Journal of Political Economics***, 80.

Brooks-Gunn J. et Duncan G. J., 1997, *The effects of poverty on children*, ***Future of Children***, 7(2).

Burgess S., Gardiner K. et Propper C., 2001, « Growing up: school, family and area influences on adolescents' later chances », CASE, paper 49, September.

Chase-Lansdale P. L., 1999, « How developmental psychologists think about family process and child development in low income families », JPCR, Working paper 82, January.

Conger R. D., Conger K. J., Elder G. H., 1997, *Family economic hardship and adolescent adjustment: mediating and moderating processes*, in ***Consequences of growing up poor*** [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Conger R. D., Conger K. J., Elder G. H., Lorenz Jr F. O., Simons R. L. et Whitbeck L. B., 1992, *A family process model of economic hardship and adjustment of early adolescent boys*, ***Child Development***, 63(2).

Corcoran M. et Adams T., 1997, *Race, sex and the intergenerational transmission of poverty*, in ***Consequences of growing up poor*** [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Duncan G. J., 1999, « The PSID and me », JCPR, working paper.

Duncan G. J. et Brooks-Gunn J., 1997, *Income effects across the life span: integration and interpretation*, in ***Consequences of growing up poor***, [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Duncan G. J., Brooks-Gunn J. et Klebanov P., 1994, *Economic deprivation and early childhood development*, ***Child Development***, 62(2).

Duncan G. J., Brooks-Gunn J. et Maritato N., 1997, *Poor Families, Poor Outcomes: The Well-Being of Children and Youth*, in ***Consequences of growing up poor***, [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Duncan G. J. et Chase-Lansdale P. L., 2001, *Welfare Reform and child well-being*, in [Blank R. et Haskins R. T. (dir)], *The New World of Welfare*, Washington, D. C., Brookings Institution Press.

Duncan G. J., Dunifon R., Doran M. et Yeung W. J., 1998, « How different ARE welfare and working families? and do these differences matter for children's achievement? », JPCR, working paper 38, January.

Duncan G. J. et Hoffmann S., 1990, *Welfare benefits, economic opportunities, and out-of-wedlock births among black teenage girls*, *Demography*, November 1990, 27(4).

Duncan G. J. et Yeung W. J., 1994, *Extent and consequences of welfare dependence among America's children*, *Children and Youth Services Review*, 17(1-2).

Duncan G. J., Yeung W. J., Brooks-Gunn J., Smith J., 1998, « How much does childhood poverty affect the life chances of children? », *American Sociological Review*, 63(3).

Edin K. et Lein L., 1997, *Making ends meet: how single mothers survive welfare and low-wage work*, Russell Sage Foundation Publications.

Ermisch J., Francesconi M. et Pevalin D. J., 2001, *Outcomes for Children of Poverty*, Institute for Social and Economic Research, Department for Work and Pensions Research Report, n° 158.

Furstenberg F. F. et Hughes M. E., 1994, « *The influence of neighborhoods on children's development: a theoretical perspective and a research agenda* », University of Pennsylvania, unpublished paper.

Gennetian L. A., Duncan G. J. et al., 2002, *How welfare and work policies for parents affect adolescents: a synthesis of research*, Manpower Demonstration Research Corporation, May.

Goux D. et Maurin E., 1997, *Destinées sociales : le rôle de l'école et du milieu d'origine*, *Économie et Statistique*, n° 306.

Hanson T. L., McLanahan S. et Thomson E., 1997, *Economic resources, parental practices, and children's well-being*, in *Consequences of growing up poor* [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Hauser R. et Daymond T. N., 1977, *Schooling, ability, and earnings: cross-sectionnal findings 8 to 14 years after high school graduation*, *Sociology of Education*, 50 (3).

Hauser R. et Sweeney M. M., 1997, *Does poverty in adolescence affect the life chances of high school graduates?*, in *Consequences of growing up poor* [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Haveman R. et Wolfe B., 1995, *The determinants of Children's attainments: a review of methods and findings*, *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXIII, December.

Haveman R. et Wolfe B. et Spaulding J., 1991, *Childhood events and circumstances influencing high school completion*, *Demography*, 28(1).

Haveman R. et Wolfe B. et Wilson K., 1997, *Childhood poverty and adolescent schooling and fertility outcomes: reduced-form and structural estimates*, in *Consequences of growing up poor* [Duncan G. et Brooks-Gunn J. (dir.)], Russel Sage Foundation Publications.

Hernandez D. J., 1997, *Poverty trends*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de [Duncan G. et Brooks-Gunn J.]), Russel Sage Foundation Publications.

Herrnstein R. J. et Murray C., 1994, *The bell curve: intelligence and class structure in American life*, New York, Free Press.

Hill M. S. et Duncan G. J., 1987, *Parental family income and the socioeconomic attainment of children*, *Social Science Research*, 16(1).

Holzer H., 2001, *What Employers Want: Job Prospects for Less-Educated Workers*, Russell Sage Foundation Publications.

Kiker B.F. et Condon C. M., 1981, *The influence of socioeconomic background on the earnings of young men*, *Journal of Human Resources*, 16(1).

Korenman S. et Miller J. E., 1997, *Effects of long-term poverty on physical health of children in the national longitudinal survey of youth*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Ludwig J., Duncan G. et Hirschfield P., 1998, « Urban poverty and juvenile crime: evidence from a randomized housing-mobility experiment », JPCR, working paper 1998-2.

Lundberg S. et Plotnick R., 1990, *Effects of state welfare, abortion and family planning policies on premarital childbearing among white adolescents*, *Family Planning Perspectives*, November-December, 22(6).

Mayer S. E., 1997 a, *Trends in the economic well-being and the life chances of America's children*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Mayer S. E., 1997 b, *What money can't buy: family income and children's life chances*, Harvard University Press.

Mayer S. E., 2002, « The influence of parental income on children's outcomes », Ministry of Social Development, New Zealand.

Mayer S. E. et Lopoo L. M., 2001, « Has the intergenerational transmission of economic status changed? », JPCR, Working paper n° 227.

McLanahan S. S., 1997, *Parent absence or poverty: which matters more?*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

McLanahan S. S. et Sandefur G. D., 1994, *Growing up with a single parent: What hurts, what helps?*, Cambridge, Mass. Harvard University Press.

McLoyd V. C., 1990, *The impact of economic hardship on black families and children: psychological distress, parenting and socioemotional development*, *Child Development*, 61(2).

Meade L., 1986, *Beyond entitlement: the non-working poor in America*, New York, Basic Books.

Meade L., 1992, *The new politics of poverty: the non-working poor in America*, New York, Basic Books.

Micklewright J., 2003, « Child poverty in english-speaking countries », in Actes du colloque « Les enfants pauvres en France », organisé par le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale, le Commissariat général du Plan, la Caisse nationale des allocations familiales et la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (ministère des Solidarités, de la santé et de la famille), Paris.

Morris P. A., Huston A. C., Duncan G. J., Crosby D. A. et Bos J. M., 2001, *How welfare and work policies affect children: a synthesis of research*, Manpower Demonstration Research Corporation.

Pagani L., Boulerice B. et Tremblay R. E., 1997, *The influence of poverty on the children's classroom placement and behavior problems*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Peters H. E. et Mullis N. C., 1997, *The role of family income and sources of income in adolescent achievement*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Phelps E., Furstenberg F. F. et Colby A., (dir.), 2000, *Looking at lives: american longitudinal studies of the 20<sup>th</sup> century*, Russell Sage Foundation publications.

Sewell W. H. et Hauser R. M., 1975, *Education, occupation, and earnings: Achievement in the early career*, New York, Academic Press.

Smith J. R., Brooks-Gunn J. et Klebanov P. K., 1997, *Consequences of living in poverty for young children's cognitive and verbal ability and early school achievement*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Solon G., 1999, *Intergenerational mobility in the labor market*, in *Handbook of Labor Economics* (sous la dir. de Ashenfelter O. et Card D.), Amsterdam, Elsevier Science, volume 3.

Teachman J. D., Paasch K. M., Day R. D. et Carver K. P., 1997, *Poverty during adolescence and subsequent educational attainment*, in *Consequences of growing up poor* (sous la dir. de Duncan G. et Brooks-Gunn J.), Russel Sage Foundation Publications.

Temple J. A., Reynolds A. J. et Miedel W. T., 1998, « Can early intervention prevent high school dropout? Evidence from the Chicago child-parent centers », Institute for Research on Poverty, Discussion Paper n° 1180-98.

Weikart D., 2000, *The origin and development of preschool intervention projects*, in *Looking at lives: american longitudinal studies of the 20<sup>th</sup> century*, Russell Sage Foundation.

Wilson W. J., 1987, *The truly disadvantaged: the inner city, the underclass, and public policy*, Chicago, University of Chicago Press.